

TRANSITION ENVIRONNEMENTALE : QUELS SONT LES DEFIS A RELEVER ?

Intervenants :

- **Patrick Artus**, Chef économiste, Natixis.
- **Antoine Frérot**, Président de Véolia, Président de l'Institut de l'Entreprise.
- **Béatrice Sédillot**, Cheffe du service des études statistiques (SDS), Commissariat général du développement durable.

Modérateur:

- **Philippe Escande**, Journaliste, Le Monde.

Compte-rendu réalisé par **Philippe Deubel**, IA-IPR de SES (académie de Lille).

La mise en œuvre de la transition environnementale nécessite de réduire fortement l'empreinte carbone de tous les acteurs de l'économie. Pour parvenir à ce résultat, il faudra augmenter fortement l'investissement lié à cette transition, et aussi transformer radicalement les habitudes des consommateurs et des entreprises, tout en évitant d'accroître les inégalités économiques et sociales. De nombreuses mesures sont envisageables, comme la norme, l'interdiction ou la réglementation, l'impôt, ou encore l'action sur les prix des biens et des services.

BEATRICE SEDILLOT : LE DEFIS CHIFFRÉ.

L'empreinte carbone est l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre liés à nos comportements de consommation, qu'il s'agisse de la fabrication ou de l'usage des biens et des services. On peut retenir deux chiffres essentiels pour résumer la situation : 9 tonnes est le montant de l'empreinte carbone par Français; 2 tonnes est le niveau d'empreinte carbone auquel il faudrait se situer pour avoir des objectifs compatibles avec les engagements climatiques.

Cette empreinte se décompose par grandes fonctions, en trois grands postes représentant chacun trois parts égales (d'un peu plus de 30% chacun) : le déplacement, le logement, et l'alimentation.

Pour donner quelques ordres de grandeur pour situer concrètement l'objectif de 2 tonnes, celui-ci représente un peu plus de 4 allers-retours sur un avion de ligne qui relie Paris à Marseille, 2 fois ce que l'on consomme quand on chauffe son logement pendant un an à l'électricité, 1 an de chauffage au fuel. Actuellement, en matière d'alimentation, 1,6 tonne correspond au régime moyen d'alimentation carnée par Français. Tous ces chiffres nous permettent d'appréhender le chemin qu'il faudra parcourir d'ici 2050.

PATRICK ARTUS : LES TROIS ENJEUX.

Le premier enjeu est de nature financière. Dans un avenir proche, il faudra doubler l'argent investi dans la transition (c'est-à-dire passer de deux points de PIB supplémentaires par rapport à ce que l'on faisait avant à quatre points de PIB supplémentaires) par l'Etat et par les entreprises, avec un financement de moitié par l'Etat et de moitié par les entreprises. La nécessité de trouver cet argent pose deux problèmes : elle réduit la rentabilité des entreprises d'une part, et elle

augmente d'autre part la part de l'Etat, ce qui se traduit inévitablement à terme par une hausse de la pression fiscale.

Au-delà des investissements nécessaires, le deuxième enjeu réside dans la transformation des habitudes des consommateurs. Si dans une certaine mesure cette transformation peut se produire de manière spontanée, elle résultera également d'une action réglementaire de la puissance publique.

Enfin, le troisième enjeu est que la transition environnementale accroît les inégalités, puisque l'énergie renouvelable est plus chère que l'énergie fossile, ce qui impacte avant tout les ménages les plus modestes, qui consacrent une part plus importante que les autres ménages au poste énergie de leur budget. Là aussi, l'intervention de la puissance publique sera sans aucun doute nécessaire.

ANTOINE FREROT : LES SOLUTIONS A METTRE EN ŒUVRE ET LA QUESTION DU FINANCEMENT.

La transformation écologique ne concerne pas seulement le climat, mais aussi l'eau, la biodiversité, les sols artificialisés, et la consommation excessive de ressources naturelles. Les entreprises doivent réduire leur pollution et leur consommation de ressources naturelles.

Pour environ deux-tiers d'entre elles, les solutions à mettre en œuvre d'ici 2050 existent déjà en matière de traitement des déchets, de traitement de l'eau, de recyclage, ou encore d'efficacité énergétique. Et parmi ces solutions, certaines sont déjà utilisées et rentables, comme l'efficacité énergétique, le recyclage des déchets, la réutilisation de l'eau usée. Et pour le tiers restant, il faudra bien sûr innover encore.

En tout cas, il n'en reste pas moins que l'application de toutes ces solutions augmentera le coût des biens et des services (de l'ordre de 20%). Il va donc falloir s'habituer à une forme de sobriété de la part des consommateurs. Pour être un peu plus précis sur ce dernier point, il n'est pas souhaitable que le financement de la transition se fasse prioritairement par l'impôt. En matière de pollution par exemple, pour généraliser les comportements vertueux, il est préférable d'internaliser le coût de la pollution dans le prix des biens et des services en appliquant le principe du pollueur-payeur, et en affectant l'argent récolté au traitement de la dépollution.

Pistes d'exploitation pédagogiques

- Pour illustrer les parties des programmes de seconde et de terminale sur les principales limites économiques de la croissance (Chapitre « Comment crée-t-on des richesses et comment les mesure-t-on ? » et chapitre « Quelles sont les sources et les défis de la croissance économique ? »)
- Pour illustrer également les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement (Chapitre de terminale « Quelle action publique sur l'environnement ? »).

Quelques ressources...

- Etude de cas « [La raison d'être de l'entreprise. Le cas de Veolia](#) » sur le site Melchior.
- Collège de France : « [Quelles sont les sources et les défis de la croissance économique ?](#) ».
- [Commissariat Général du Développement Durable](#) : Publications Datalab (données et chiffres-clés) et Théma (travaux d'études et d'expertise).